

Wanneer de Minister oordeelt dat de aard en de omvang van de werken het verantwoordt, kan hij echter een kortere uitvoeringstermijn aan de instelling opleggen zonder dat die termijn kleiner is dan één jaar. Onder dezelfde voorwaarden en op gemotiveerde aanvraag van de instelling die bij het ontwerp van de operatie wordt gevoegd, kan hij bovendien haar een langer uitvoeringstermijn verlenen zonder dat die termijn langer is dan drie jaren.

**Art. 7.** Het toekenningsbesluit verduidelijkt de modaliteiten van de vereffening per tranches van de subsidies.

**Art. 8.** De niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit veroorzaakt de terugbetaling van de subsidie. De invordering van de subsidie wordt toevertrouwd aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 15 november 1990.

**Art. 10.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,  
G. LUTGEN

F. 91 — 735

**7 JANVIER 1991. — Arrêté ministériel portant le nouveau règlement relatif à l'octroi des chèques-repas aux membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon et des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon**

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de la Fonction publique régionale,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon, et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne, notamment l'article 2, § 1er;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'absence de possibilités de restauration à prix réduit pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon et des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon nécessite que des mesures de remplacement soient prises sans délai,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1er. Tout membre du personnel peut, à sa demande, bénéficier d'un octroi annuel de 220 chèques-repas.

Cet avantage tient compte des réductions opérées pour les repos hebdomadaires, congés de vacances, jours fériés ou congés de compensation, congés de récupération, congés de circonstances, congés exceptionnels pour cas de force majeure et dispenses de service.

§ 2. Ce droit est fixé au prorata du régime de prestations du membre du personnel. Il peut être également réduit lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire par la Région wallonne ne s'étend pas du 1er janvier au 31 décembre.

**Art. 2.** Chaque chèque-repas représente une valeur faciale de 230 francs.

La Région wallonne prend en charge une participation de 180 francs dans le coût de chaque chèque-repas octroyé à un de ses membres.

La délivrance d'un chèque-repas est subordonnée au paiement préalable, par son bénéficiaire, d'une participation de 50 francs.

**Art. 3.** Le bénéfice d'un chèque-repas ne peut être cumulé avec la fréquentation d'un mess.

**Art. 4.** § 1er. Toute journée non effectivement prestée entraîne la perte du chèque-repas.

§ 2. Pour l'octroi du chèque-repas, on entend par journée effectivement prestée :

— pour le membre du personnel bénéficiant de l'horaire variable, toute journée au cours de laquelle celui-ci est présent à son lieu habituel de travail pendant un demi-jour au moins;

— pour le membre du personnel fournissant ses prestations par équipes successives ou en application du régime défini par le Code forestier, toute journée complète au cours de laquelle celui-ci est présent à son lieu habituel de travail;

— pour le membre du personnel auxiliaire qui, soit ne bénéficie pas de l'horaire variable, soit n'est pas soumis à un régime de prestations complètes, le nombre de journées effectivement prestées est égal au nombre de périodes entamées de 7 heures 36 minutes que comportent les prestations hebdomadaires au cours desquelles celui-ci est présent à son lieu habituel de travail.

§ 3. Le lieu où s'exerce la mission de service est assimilé au lieu habituel de travail.

Toutefois, l'intervention de la Région wallonne dans l'acquisition du chèque-repas n'est pas cumulable avec l'octroi d'une indemnité pour frais de séjour. Dans ce cas, le montant de l'intervention est déduit des frais de séjour. L'octroi du chèque-repas emporte de plein droit l'acceptation par son bénéficiaire du principe de cette compensation.

Art. 5. Les chèques-repas sont nominativement mis à la disposition de chaque membre du personnel par tranches mensuelles forfaitaires de 20 unités le dernier jour ouvrable précédant le mois de référence, à savoir le mois pour lequel le forfait de chèques-repas est alloué.

Ce forfait mensuel est réduit au prorata des prestations lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire ne débute pas le premier du mois ou ne se termine pas à la fin du mois de référence.

En aucun cas, cet octroi ne peut dépasser le nombre de chèques-repas auquel le membre du personnel peut prétendre en raison de son régime de prestations.

Art. 6. Tout membre du personnel doit verser à la Région wallonne, au plus tard pour le sept du mois précédant le mois de référence, une somme représentant sa participation individuelle dans l'acquisition des chèques-repas auxquels lui donne droit son régime de prestations.

A défaut de ce versement dans le délai fixé, la délivrance du chèque-repas est reportée au mois suivant, pour autant que ledit versement ait été effectué.

Art. 7. Le nombre de chèques-repas octroyés pour le mois de référence ne correspondant pas à des prestations est déduit à la fin du deuxième mois qui suit le mois de référence.

La participation individuelle afférente aux chèques-repas ainsi retirés est remboursée par la Région wallonne dans le même délai.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 10 décembre 1987 portant le règlement relatif à l'octroi de chèques-repas aux membres du personnel du Ministère de la Région wallonne, modifié par les arrêtés ministériels des 5 septembre 1988 et 26 octobre 1990, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1990.

Namur, le 7 janvier 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

#### ÜBERSETZUNG

D. 91 — 735

#### 7. JANUAR 1991. — Ministerialerlass zur neuen Regelung der Vergabe der Essensgutscheine an die Mitglieder des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive und des Kabinetts der Minister der Wallonischen Regionalexekutive

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an die Mitglieder des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive und gewisser gemeinnützigen Einrichtungen, die der Gewalt, der Kontrolle und der Aufsichtsbefugnis der Wallonischen Region unterliegen, insbesondere des Artikels 2, § 1;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung dass die Mitglieder des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive und der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive keine verbilligten Essenmöglichkeiten haben und dass deshalb unverzüglich Ersatzmassnahmen getroffen werden müssen;

Beschliesst der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit dem Regionalen Öffentlichen Dienst:

Artikel 1. § 1. Jedem Mitglied des Personals können auf eigenen Antrag hin jährlich 220 Essensgutscheine vergeben werden. Bei dieser Vergünstigung werden die für den wöchentlichen Ruhetag, den Jahresurlaub, die Feiertage oder den Abgeltungsurlaub, den Ausgleichsurlaub, den Urlaub aus aussergewöhnlichen Anlässen, den Sonderurlaub für Fälle höherer Gewalt und die Freistellung, vom Dienst vorgenommenen Kürzungen berücksichtigt.

§ 2. Die Anzahl Essensgutscheine wird im Verhältnis zu der Dienstregelung der Personalangehörigen festgelegt. Diese kann auch verringert werden wenn der Empfänger nicht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember in der Wallonischen Region effektiv beschäftigt wird.

Art. 2. Jeder Essensgutschein hat einen Nennwert von 230 Franken.

Die Wallonische Region beteiligt sich mit 180 Franken an das Kosten jedes zu einem ihrer Mitglieder gewährten Essensgutscheins.

Ein Essensgutschein wird nur ausgehändigt, wenn der Empfänger sich vorher mit 50 Franken an diesen Kosten beteiligt hat.

Art. 3. Wer Essensgutscheine bezieht, darf nicht gleichzeitig eine Kantine besuchen.

Art. 4. § 1. Jeder nicht effektiv geleistete Tag führt zum Verlust des Essensgutscheins.

§ 2. Für die Vergabe des Essensgutscheins versteht man unter effektiv geleisteten Tag:

— für das Mitglied des Personals mit gleitender Arbeitszeit jeden Tag, an dem dieses Mitglied während mindestens eines halben Tages an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist;

— für das Mitglied des Personals, das in Wechselschichten oder in Anwendung der im Forstgesetzbuch festgelegten Regelung arbeitet jeden ganzen Tag, an dem dieses Mitglied an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist;

— für das Mitglied des Hilfspersonals, das weder einen gleitenden Arbeitszeitplan hat noch vollbeschäftigt ist, entspricht die Anzahl effektiv geleisteter Tage der Anzahl begonnener Arbeitstage von 7 Stunden 36 Minuten, die die wöchentlichen Leistungen ausmachen, während derer das Mitglied an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist.

§ 3. Der Ort, wo der Dienstauftrag ausgeführt wird, wird dem gewöhnlichen Arbeitsplatz gleichgestellt.

Die finanzielle Beteiligung der Wallonischen Region an den Essensgutscheinen darf jedoch nicht gleichzeitig mit einer Vergütung für Aufenthaltskosten bezogen werden.

In diesem Fall wird der Betrag der Beteiligung von den Aufenthaltskosten abgezogen. Die Vergabe von Essensgutscheinen hat von Rechts wegen zur Folge, dass ihr Empfänger das Prinzip dieses Ausgleichs annimmt.

Art. 5. Am letzten Werktag vor dem Vergleichsmonat, nämlich dem Monat wofür das Pauschalquantum von Essensgutscheinen gewährt ist, wird jedem Mitglied des Personals monatlich ein Pauschalquantum von 20 Essensgutscheine namentlich zur Verfügung gestellt.

Wenn die Periode, in der der Empfänger effektiv beschäftigt ist, nicht am Ersten des Monats beginnt oder nicht am letzten Tag des Vergleichsmonats endet, wird dieses monatliche Pauschalquantum im Verhältnis zu den Leistungen verringert.

Bei dieser Vergabe darf keinesfalls die Anzahl Essensgutscheine überschritten werden, auf die das Mitglied des Personals aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Art. 6. Jeder Mitglied des Personals muss der Wallonischen Region spätestens für den 7. des Monats, der dem Vergleichsmonat vorhergeht, den Betrag seiner persönlichen Beteiligung an den Essensgutscheinen zahlen, auf die es aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Wenn diese Zahlung nicht binnen der festgesetzten Frist erfolgt, wird die Vergabe der Essensgutscheinen an den folgenden Monat vortragen, insofern die vorerwähnte Zahlung geleistet wird.

Art. 7. Die Anzahl der für den Vergleichsmonat vergebene Essensgutscheine, die den Leistungen nicht entspricht, wird Ende des zweiten Monats, der dem Vergleichsmonat folgt, abgezogen.

Die persönliche Beteiligung für die auf diese Weise zurückgezogenen Essensgutscheine wird von der Wallonischen Region binnen der gleichen Frist zurückgezahlt.

Art. 8. Der Ministerialerlass vom 10. Dezember 1987 zur Regelung der Vergabe von Essensgutscheine an die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 5. September 1988 und vom 26 Oktober 1990 wird aufgehoben.

Art. 9. Vorliegender Erlass tritt am 1. August 1990 in Kraft.

Namür, den 7. Januar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

#### VERTALING

N. 91 — 735

7 JANUARI 1991. — Ministerieel besluit houdende het nieuwe reglement betreffende de toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve en van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met het Gewestelijk Openbaar Ambt,

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1990, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het gebrek aan restauratiemogelijkheden aan verminderde prijs voor de leden van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve en van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve noodzakelijk maakt dat vervangingsmaatregelen onverwijld getroffen moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Elk personeelslid kan, op eigen aanvraag genieten van een jaarlijkse toekenning van 220 maaltijdcheques.

Dit voordeel houdt rekening met de verminderingen die gedaan worden voor de wekelijkse rustdagen, het vakantieverlof, de feestdagen of het compensatieverlof, het inhaalverlof, het omstandigheidsverlof, het uitzonderlijk verlof wegens overmacht en de dienstvrijstellingen.

§ 2. Dit recht wordt vastgesteld naar rata van de dienstprestatieregeling van het personeelslid. Het kan ook verminderd worden indien de periode van werkelijke beziging van de rechthebbende door het Waalse Gewest niet van 1 januari tot 31 december loopt.

Art. 2. Elke maaltijdcheque heeft een nominale waarde van 230 frank.

Het Waalse Gewest neemt te zijner last een bijdrage van 180 frank in de kosten van elk aan één zijner leden toegekend maaltijdcheque.

Het toekennen van één maaltijdcheque is afhankelijk van de voorafgaande betaling van een bijdrage van 50 frank door zijn rechthebbende.

**Art. 3.** Het voordeel van een maaltijdcheque mag niet gecumuleerd worden met het bezoeken van een kantine.

**Art. 4. § 1.** Elke niet werkelijk vervulde dag heeft het verlies van de maaltijdcheque als gevolg.

§ 2. Voor de toekenning van de maaltijdcheque wordt verstaan onder werkelijk vervulde dag :

— voor het personeelslid dat geniet van variabele arbeidstijden, elke dag tijdens dewelke hij op zijn gewone arbeidsplaats ten minste één halve dag lang aanwezig is;

— voor het personeelslid dat zijn dienst verricht in opeenvolgende ploegen of bij toepassing van de door het Boswetboek vastgestelde dienstregeling, elke volledige dag tijdens dewelke hij op zijn gewone arbeidsplaats aanwezig is;

— voor het lid van het hulppersoneel dat, hetzij van geen variabel arbeidstijden geniet, hetzij niet onderworpen is aan een regeling van volledige dienstprestaties, is het aantal werkelijk vervulde dagen gelijk aan het aantal aangebroken periodes van 7 uren 38 minuten tijdens dewelke hij op zijn gewone arbeidsplaats aanwezig is en waaruit de wekelijkse dienstprestaties bestaan.

§ 3. De plaats waar de dienststopdracht uitgeoefend wordt is gelijkgesteld met de gewone arbeidsplaats.

De bijdrage van het Waalse Gewest voor de maaltijdcheque is echter niet cumuleerbaar met de toekenning van een vergoeding voor verblijfkosten. In dergelijk geval wordt het bedrag van de bijdrage afgetrokken van de verblijfkosten. De toekenning van de maaltijdcheque houdt van rechtswege in dat de rechthebbende het beginsel van deze compensatie aanvaardt.

**Art. 5.** De maaltijdcheques worden bij name ter beschikking gesteld van ieder personeelslid bij maandelijke forfaitaire schijven van 20 cheques op de laatste werkdag die de referentiemaand voorafgaat, t.z. de maand waarvoor het forfaitair aantal maaltijdcheques toegekend wordt.

Dit maandelijks forfaitair aantal wordt verminderd naar rata van de dienstprestaties wanneer de periode van werkelijke beziging van de rechthebbende niet op de eerste dag van de maand begint of op het einde van de referentiemaand eindigt.

Deze toekenning mag nooit hoger zijn dan het aantal maaltijdcheques waarop het personeelslid aanspraak kan maken wegens zijn dienstprestatieregeling.

**Art. 6.** Elk personeelslid moet, vóór de zevende dag van de maand die de referentiemaand voorafgaat, een bedrag aan het Waalse Gewest storten dat zijn persoonlijke bijdrage is voor het bekomen van de maaltijdcheques waarop zijn dienstprestatieregeling hem recht geeft.

Wanneer deze storting niet binnen de vastgestelde termijn plaats vindt, wordt de uitreiking van de maaltijdcheques uitgesteld tot de volgende maand voor zover genoemd bedrag gestord werd.

**Art. 7.** Het aantal voor de referentiemaand toegekende maaltijdcheques dat niet met de dienstprestaties overeenstemt wordt afgetrokken op het einde van de tweede maand die de referentiemaand volgt.

De persoonlijke bijdrage betreffende deze ingetrokken maaltijdcheques wordt door het Waalse Gewest in dezelfde termijn terugbetaald.

**Art. 8.** Het bij ministeriële besluiten van 5 september 1988 en 26 oktober 1990 gewijzigde ministerieel besluit van 10 december 1987 houdende het reglement betreffende de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest is opgeheven.

**Art. 9.** Onderhavig besluit heeft uitwerking op 1 augustus 1990.

Namen, 7 januari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 91 — 736

**25 OCTOBRE 1990.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale donnant à certains terrains, sis aux alentours de l'Abbaye de Rouge-Clôître, le statut de réserve naturelle domaniale et de réserve forestière domaniale. — Errata

*Moniteur belge* n° 232 du 4 décembre 1990, page 22.488 — dans le texte néerlandais, alinéa 7, ligne 2, il y a lieu de remplacer le mot « anarchistische » par le mot « wanordelijke »;

dans le texte néerlandais, à l'article 2, ligne 3, il y a lieu de remplacer les mots « het domaniaal natuurreservaat « Rood-Klooster » par les mots « het staatsnatuurreservaat « Rood-Klooster »;

dans le texte néerlandais, à l'article 3, ligne 2, il y a lieu de remplacer le texte « wordt het domaniaal natuurreservaat « Rood-Klooster » par le texte « wordt aan het staatsnatuurreservaat « Rood-Klooster »;

dans le texte néerlandais, à l'article 3, ligne 3, il y a lieu de remplacer le mot « geleid » par le mot « gericht »;

dans le texte néerlandais, à l'article 4, 3e ligne, il y a lieu de lire « het staatsbosreservaat « Rood-Klooster » au lieu de « het domaniaal « Rood-Klooster » bosreservaat ».

A la page 22.489, le plan annexé est remplacé par une nouvelle version.

### BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK EXECUTIEVE

N. 91 — 736

**25 OKTOBER 1990.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve dat aan bepaalde gebieden, gelegen rond de abdij van Rood Klooster, het statuut toekent van staatsnatuurreservaat en staatsbosreservaat. — Errata

*Belgisch Staatsblad* nr. 232 van 4 december 1990, pagina 22.488 — Nederlandse tekst, alinea 7, 2e lijn, het woord « anarchistische » vervangen door het woord « wanordelijke »;

Nederlandse tekst, artikel 2, 3e lijn, worden de woorden « het domaniaal natuurreservaat « Rood-Klooster » vervangen door de woorden « staatsnatuurreservaat « Rood-Klooster »;

Nederlandse tekst, artikel 3, 2e lijn, wordt de tekst « wordt het domaniaal natuurreservaat « Rood-Klooster » vervangen door de tekst « wordt aan het staatsnatuurreservaat « Rood-Klooster »;

Nederlandse tekst, artikel 3, 3e lijn, wordt het woord « geleid » vervangen door « gericht »;

Nederlandse tekst, in artikel 4, 3e lijn, worden de woorden « het domaniaal « Rood-Klooster » bosreservaat » vervangen door de woorden « het staatsbosreservaat « Rood-Klooster ».

Op pagina 22.489 wordt het plan als bijlage vervangen door een nieuwe versie.